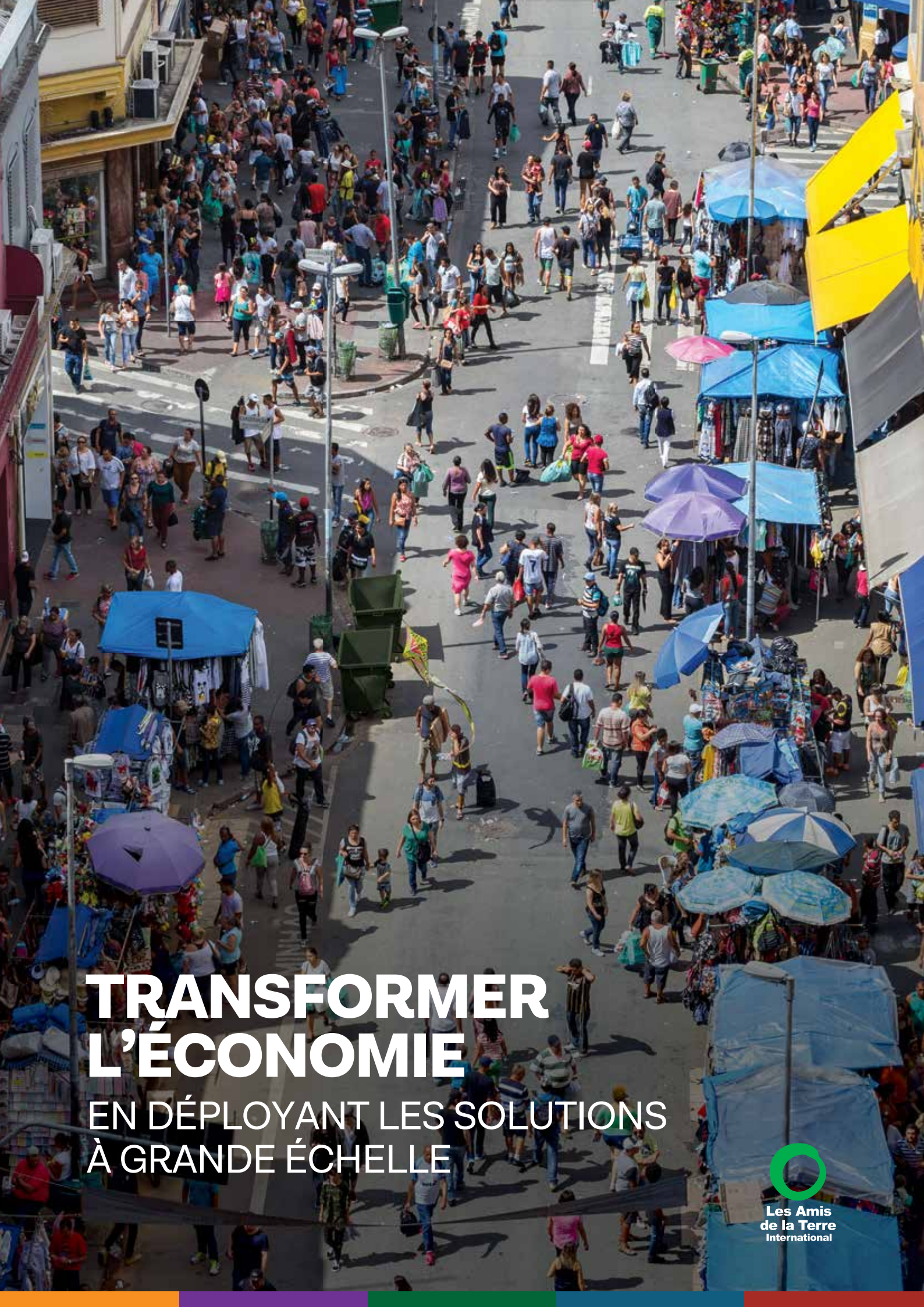


TRANSFORMER L'ÉCONOMIE

EN DÉPLOYANT LES SOLUTIONS À GRANDE ÉCHELLE

Les Amis de la Terre International

Auteurs
Natalia Carrau (REDES/Amigos de la Tierra Uruguay) & Sam Cossar-Gilbert (Les Amis de la Terre International)

Collaborateurs
Alberto Villarreal (REDES/Les Amis de la Terre Uruguay), Anne Van Schaik (Les Amis de la Terre Europe), Lucia Ortiz (Les Amis de la Terre International), Juliette Renaud (Les Amis de la Terre France), Hye Lyn Kim (Les Amis de la Terre Corée du sud), Apollin Koagne (CED/Les Amis de la Terre Cameroun), Natalia Salvático (Les Amis de la Terre Argentine), Ronnie Hall & Amelia Collins (Les Amis de la Terre International)

Conception graphique
Somerset Bean

Photos
Page de Couverture, *Sao Paulo, Brazil*, Vergani Fotografia
7 Petras Gagilas, creativecommons.org/licenses/by-sa/2.0
9 Les Amis de la Terre, creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0
11 Douglas Freitas/Amigos da Terra Brasil
13 *Anne-Line Thingnes Førsund au Fjord Førde,* ©Luka Tomac FoEE
15 *Southern African People's Permanent Tribunal*, Les Amis de la Terre Mozambique

Contact
Friends of the Earth International Secretariat
PO Box 19199, 1000 GD Amsterdam, The Netherlands
Téléphone +31 (0)20 6221369 *Fax* +31 20 639 218
Email sam.cossargilbert@foe.org.au

Les Amis de la Terre International

Les Amis de la Terre International est le plus grand réseau écologiste mondial. Avec 75 organisations membres nationales, près de 5 000 groupes d'activistes locaux et plus de 2 millions d'adhérents et de sympathisants répartis sur tous les continents, nous œuvrons pour résoudre les problèmes écologiques et sociaux les plus pressants. Nous remettons en cause le système économique actuel et la mondialisation au profit des entreprises. Nous soutenons les solutions qui contribuent à créer des sociétés soutenables.
Pour en savoir plus sur www.foei.org

TRANSFORMER L'ÉCONOMIE
EN DÉPLOYANT LES SOLUTIONS À GRANDE ÉCHELLE

4 **Introduction**

6 **Fournir des services publics à tous grâce à la justice fiscale**

8 **Développer l'économie sociale et solidaire grâce au système des coopératives**

10 **Soutenir les marchés locaux et le commerce équitable**

12 **Créer des économies au services de sociétés soutenables**

14 **Des normes contraignantes pour démanteler le pouvoir des grandes entreprises**

16 **Références**

Introduction

Nous vivons dans un monde qui fait face à de nombreuses crises destructrices et intimement liées, comme les inégalités croissantes, le changement climatique, la pauvreté, la pollution et les violations des droits humains. L'échec du système économique actuel perpétue et aggrave ces crises.

Cependant, des milliers de solutions pratiques pour rendre le monde plus juste et durable sont mises en œuvre au quotidien : des solutions qui contribuent à des systèmes économiques centrés sur les peuples et la planète, et qui accordent un rôle important à la coopération, à la gestion communautaire, au contrôle assuré par les travailleurs, aux services publics et à la planification durable dans tous les aspects de la vie. Notre défi est d'accroître l'impact de ces solutions pour la transition vers un changement de système.

Pendant les trente dernières années, le fondamentalisme néolibéral – qui prive les gouvernements de leur pouvoir de décision pour laisser celui-ci entre les mains du 'libre-échange' — a été l'idéologie économique dominante. Ce système économique vise à réduire le rôle de l'État au moyen de la libéralisation (l'élimination des restrictions au commerce), de la privatisation, de la déréglementation (l'assouplissement des normes) et la limitation des taxes. Il met le profit, l'accumulation et le rendement au-dessus de tout, en affirmant, à tort, que les bénéfices qui en découlent vont parvenir graduellement à tout le monde.

Le fondamentalisme néo-libéral est en échec, provoquant d'incalculables destructions environnementales et une forte montée des inégalités. Quatre des principales conditions qui maintiennent la vie sur terre sont dangereusement menacées

Cette idéologie a échoué ; elle a provoqué une destruction écologique incalculable et des inégalités de plus en plus profondes. Quatre des principales conditions qui maintiennent la vie sur terre sont dangereusement menacées, en raison d'un changement climatique dangereux, de la perte d'intégrité de la biosphère, du changement d'affectation des sols et de la surexploitation biochimique.[1] Les 1 % les plus fortunés du monde possèdent plus de richesses que les 99 % les plus pauvres.[2] Et tandis que l'humanité a accumulé davantage de biens et de richesses que jamais auparavant, plus de 700 millions de personnes vivent encore en dessous du seuil extrême de pauvreté.[3]

Nous ne sommes pas obligés de mener nos économies de cette façon autodestructrice. Il existe beaucoup d'autres options viables, équitables et durables. L'avenir de notre planète dépend de notre capacité — collective et mondiale — à relever ces défis, en exigeant des changements et en transformant les systèmes économique et politique. Continuer sur la même voie ne sera pas la solution : il nous faut un changement de système.

Les nouvelles stratégies économiques doivent être délibérément distributives et régénératrices ; leur but doit être de créer des sociétés soutenables qui vivent en harmonie avec la nature, fondées sur la justice écologique, sociale, économique et de genre et sur la souveraineté des peuples.[4] Nous proposons cinq solutions pour transformer l'économie mondiale :

- **Fournir des services publics à tous grâce à la justice fiscale**
- **Développer l'économie sociale et solidaire grâce au système des coopératives**
- **Soutenir les marchés locaux et le commerce équitable**
- **Créer des économies au service de sociétés soutenables**
- **Fixer des règles contraignantes pour démanteler le pouvoir des grandes entreprises**

Les solutions pour la justice économique sont celles qui visent à répondre aux besoins des peuples, à utiliser les ressources communes de façon durable, à accroître le bien-être et le respect des droits humains et à créer un monde plus égalitaire. En prenant en compte ces paramètres, les stratégies pour la justice économique devront être plurielles, comme le sont les besoins et les cultures des différents peuples.

Ces stratégies sont complémentaires des solutions parallèles promues par les autres programmes des Amis de la Terre International, qui œuvrent pour transformer l'actuel système énergétique destructeur, à

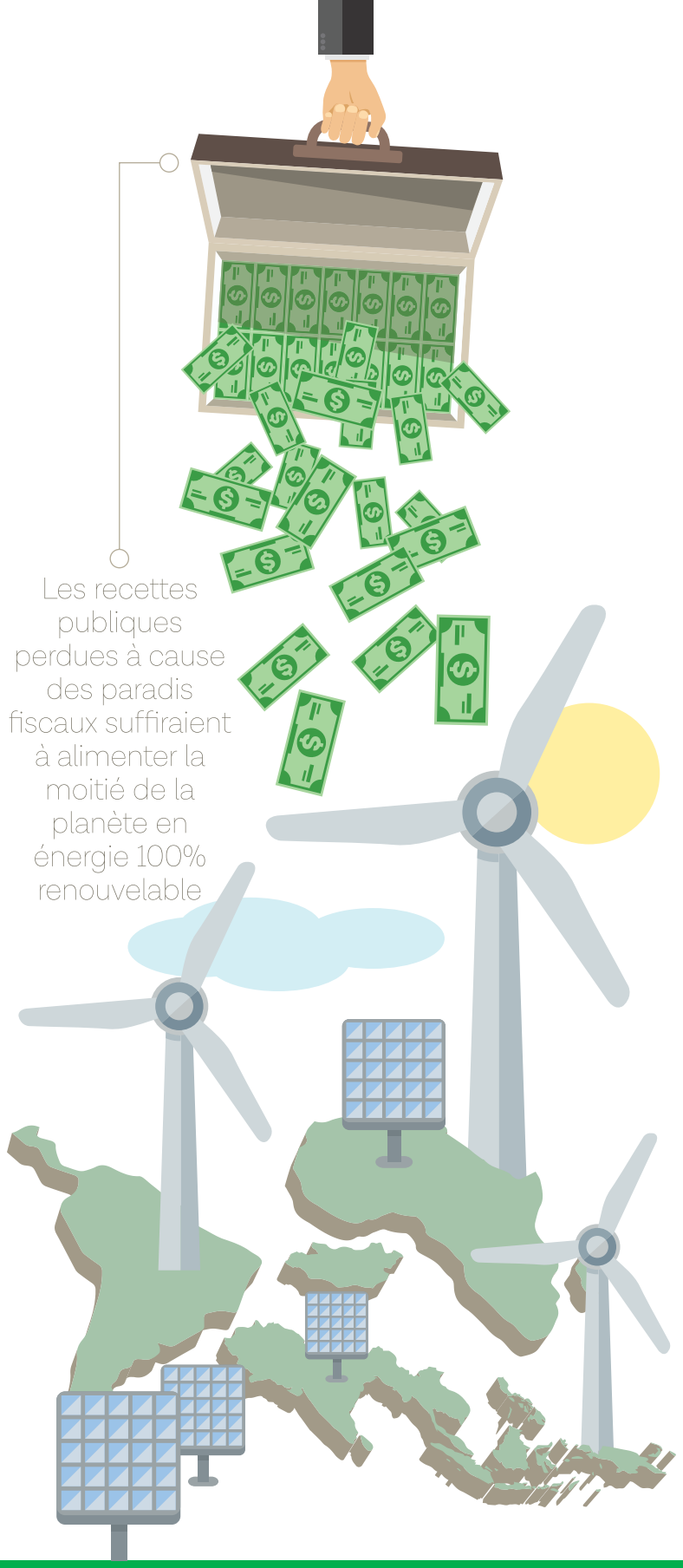
base de combustibles fossiles, en un système énergétique de sources cent pour cent renouvelables, contrôlé par la société, et pour abandonner le système agro-industriel nuisible au profit de la souveraineté alimentaire et de la gestion communautaire des forêts.

Ces solutions pour la justice économique sont fondées sur les luttes locales et nationales des organisations des Amis de la Terre du monde entier, telles que la mobilisation pour l'accès universel à l'eau en Uruguay, la construction d'un mouvement coopératif en Australie, et les procès intentés au Nigeria pour obliger les sociétés pétrolières à rendre compte de leurs actes.

Pour qu'une initiative soit transformatrice elle doit atteindre les dimensions nécessaires. Des milliers de solutions pour un monde plus juste et durable existent déjà. Nous devons accroître leurs impacts et développer les initiatives locales pour qu'elles deviennent des politiques nationales ou internationales, grâce à des campagnes venant de la base. Les solutions doivent aussi être adaptées ou reproduites de façon juste et inclusive, en respectant la diversité des cultures et le contexte politique et social, et en promouvant la justice en matière de genre, de classe et de race.

Le présent document ne prétend pas présenter le modèle du nouveau système économique mondial, mais un certain nombre de principes et d'idées qui permettraient d'améliorer la santé de notre planète et la vie de millions de personnes. C'est un début, une vision pratique de cette économie plus juste et durable que nous cherchons à créer avec d'autres mouvements sociaux et avec les peuples.

La lutte pour la justice économique étant de longue haleine, la notion de transition est fondamentale. Il s'agit d'une approche ambitieuse et globale qui nécessite la réflexion, la consultation du public et la collaboration. Dans nos actions, nos programmes et nos politiques nous proposons d'avancer par étapes afin d'approcher progressivement pour atteindre finalement le changement de système visé.



Des milliers de solutions pratiques pour une société soutenable sont déjà mises en œuvre au quotidien

Fournir des services publics à tous grâce à la justice fiscale

Pour atteindre la justice économique il est fondamental que l'État soit démocratique et actif et qu'il veille à ce que les services publics garantissent les droits fondamentaux à l'eau, la santé, l'énergie, l'éducation, le transport et l'alimentation.

À l'heure actuelle, les services publics fournissent chaque jour le nécessaire à l'existence de centaines de millions de personnes, qu'il s'agisse d'une clinique au Togo, d'un train matinal à Vienne ou d'eau propre en Argentine.[5] Grâce à un investissement public dans l'éducation croissant et permanent, les pays du MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) ont quadruplé le niveau moyen d'instruction depuis 1960, et réduit de moitié l'analphabétisme depuis 1980.[6] Dans tous les pays, les services publics, les entreprises publiques et autres dépenses des administrations publiques représentent une grande partie de l'activité économique. À titre d'exemple, en 2016 l'Inde y a dépensé 27 % de son PIB, et la Finlande 57 %.[7]

Les services publics peuvent donc jouer un rôle majeur dans la transition vers une société durable, mais pour ce faire il faut un système réellement démocratique et une participation significative des communautés et des peuples. Cela peut comporter des systèmes de prévision budgétaire participative, une plus grande transparence, des normes environnementales strictes concernant le fonctionnement et l'approvisionnement, un accès universel obligatoire et des formes de partenariat communautaire/public.

Pour financer ces services publics il faut des politiques fiscales justes et redistributives. Il est essentiel d'appliquer des impôts considérables aux sociétés multinationales, aux transactions financières, aux gains en capital et aux riches. Or, beaucoup de multinationales et de personnes riches paient très peu ou pas d'impôts. Près de 600 milliards de dollars USA se perdent chaque année au plan mondial à cause des paradis fiscaux, sans parler de la fraude fiscale.[8] D'après les recherches des Amis de la Terre International, les recettes que perdent les gouvernements à cause des paradis fiscaux sur une période de 15 années suffirait à doter d'énergie 100 % renouvelable l'Afrique, l'Amérique latine et une bonne partie de l'Asie.[9]

Les services publics sont indispensables aussi pour atteindre la justice de genre. Les femmes, les hommes et l'État devraient se partager les tâches concernant la reproduction, les soins, le foyer, la santé, l'alimentation, l'eau, les enfants, les personnes handicapées et âgées. Ces responsabilités retombent habituellement sur les femmes et les enferment dans la sphère privée, où leur travail est invisible et non rémunéré. Cette division genrée du travail limite l'autonomie économique et politique des femmes dans la sphère publique. Les politiques publiques doivent assurer des services qui soient inclusifs et non discriminatoires, qui répondent aux besoins des femmes, des peuples indigènes, des migrants et de la communauté LGBTQ, et qui soient conçus pour réparer les injustices sociales historiques relatives à la classe et aux privilèges ethniques. Il est fondamental aussi de reconnaître que les services publics sont menacés à l'heure actuelle dans de nombreux pays du monde, lorsque les gouvernements et les institutions publiques sont de connivence avec les grandes entreprises. Au cours des 30 dernières années, beaucoup de services publics ont été privatisés du fait que les gouvernements appliquaient des politiques néolibérales de façon dogmatique. La privatisation signifie souvent que des services qui étaient gratuits deviennent payants et que la responsabilité, l'accès, la qualité et le contrôle de ces services diminuent. En Afrique du Sud, par exemple, 25 % des 44 millions d'habitants du pays ont eu l'eau et l'électricité coupées une fois que ces services ont été privatisés.[10] Les entreprises privées, dont le but est de maximiser leurs bénéfices, ne sont ni appropriées ni efficaces pour gérer les ressources naturelles et sociales communes ou pour répondre aux besoins complexes de la population.

L'État est le produit d'une lutte permanente, et il est toujours dynamique et contesté. Cela veut dire qu'il peut être changé par des moyens démocratiques. S'il faut rester prudent au sujet des institutions publiques et combattre les États répressifs, il est aussi absolument nécessaire de reconnaître et d'utiliser le pouvoir politique collectif des gouvernements, surtout en ce qui concerne la fourniture des services publics, pour rendre possible la justice économique à l'échelle nécessaire.

Les organisations des Amis de la Terre du monde entier font campagne pour défendre les services publics et les entreprises publiques qui contribuent à construire des sociétés soutenables. Par exemple, les Amis de la Terre Indonésie (WALHI) ont participé à une campagne pour faire en sorte que la distribution d'eau à Jakarta soit gérée à nouveau par l'État. Au cours des quinze dernières années, de plus en plus de villes ont mis fin à la privatisation de l'eau et ont repris le contrôle des services qui fournissent de l'eau à 100 millions de personnes dans 37 pays.[11]

Il est fondamental que les gouvernements travaillent ensemble, à l'échelon national et international, pour accroître leurs recettes fiscales en mettant fin à la fraude et à l'évasion fiscales, et pour affecter les sommes nécessaires pour fournir à tous des services publics durables.

Des idées pour assurer des services publics pour tous

1. Approuver et faire vraiment appliquer des législations nationales et régionales qui garantissent les droits et l'accès universel aux services essentiels tels que l'eau, la santé, l'éducation, l'énergie, le logement et l'alimentation, en veillant particulièrement à promouvoir l'autonomie et les droits des femmes et en tenant compte des besoins des communautés marginalisées.
2. Mettre fin à la privatisation des services publics et aux partenariats publics-privés nuisibles.
3. Accroître les dépenses gouvernementales en services publics durables et re-municipaliser les services pour les remettre sous contrôle public.
4. Créer un organe des Nations unies chargé des impôts et publier le reporting pays-par-pays des activités économiques des multinationales, créer des registres publics et systématiser l'échange international de l'information.
5. Prendre de nouvelles mesures fiscales nationales et mondiales, telles qu'une taxet sur toutes les transactions financières et une augmentation des impôts que doivent payer les riches, les sociétés multinationales et le capital, afin de financer, entre autres choses, les services publics.

Des services publics démocratiques et participatifs peuvent jouer un rôle fondamental dans la transition vers une société durable

Services publics — la réforme de la constitution et le droit à l'eau

REDES/Amis de la Terre Uruguay

En 2004, l'Uruguay a réformé sa constitution par suite d'un plébiscite, en établissant que « l'eau est une ressource naturelle essentielle à la vie. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont des droits fondamentaux de l'homme. » La réforme a établi également que les ressources hydriques devaient être gérées par l'État avec la participation des citoyens et en appliquant des critères de durabilité. La réforme de la constitution a été le résultat du travail en collaboration de plusieurs organisations et mouvements sociaux.[12]

Grâce à cette réforme constitutionnelle sans précédent, les concessions privées associées à la distribution de l'eau en Uruguay ont été annulées. En plus, les résultats du plébiscite ont posés les bases pour la formulation de lois internationales relatives à l'eau en tant que droit de l'homme, ce qui a été finalement reconnu par l'ONU dans sa Résolution A/RES/64/292 de 2010.

Malgré cette avancée fondamentale, en avant, l'application de certaines sections de la réforme constitutionnelle concernant la planification, la gestion et le contrôle participatifs n'est pas encore résolue. L'aspect territorial est très important également, et le pays a conçu un système de gestion coordonnée de l'eau fondé sur les bassins hydrographiques : « Un système de gestion du bassin approprié est indispensable pour disposer d'eau en quantité et en qualité suffisantes pour couvrir tous les usages nécessaires et éviter des conflits environnementaux. Pour cela, les systèmes d'utilisation et l'engagement des usagers de tous les bassins secondaires doivent converger, dans le nord comme dans le sud, afin d'éviter la dégradation ou la pollution de l'eau qui est une ressource sociale stratégique. »[13]

Développer l'économie sociale et solidaire grâce au système des coopératives

Plus d'un milliard d'habitants du monde sont déjà membre d'une coopérative.[14] En donnant aux travailleurs le pouvoir de contrôler leur lieu de travail, les coopératives sont une option démocratique pour remplacer les entreprises qui, le plus souvent, exploitent les personnes et la planète pour gagner de l'argent.

Les coopératives sont un élément clé de l'économie sociale et solidaire, que l'Organisation internationale du travail définit comme une notion qui englobe des organisations qui produisent des biens, des services et des connaissances tout en poursuivant des objectifs à la fois économiques et sociaux et de promotion de la solidarité.[15] L'économie solidaire consiste surtout à consolider l'emprise des gens sur l'économie. Ses principes sont le pouvoir collectif, la prise de décisions démocratique, l'autonomie des femmes, la transparence, la durabilité, l'autogestion et la distribution égalitaire des bénéfices économiques. Beaucoup d'initiatives d'économie solidaire ont été bâties par des mouvements de femmes et des organisations féministes.

Les coopératives sont une option viable pour gérer une entreprise à partir des principes de la propriété et de l'accumulation sociales. En supprimant le profit en tant que but primordial, les coopératives préservent la liberté de poursuivre d'autres buts et valeurs sociaux et environnementaux.[16] Leur dynamique contraste avec (et combat) la concentration capitaliste des moyens de production entre les mains de toujours moins de personnes, et prouve qu'il est possible d'organiser autrement l'activité productive. Ainsi, les coopératives sont un exemple de résistance à la marchandisation de la vie.

L'économie solidaire est fondée sur les principes de la prise de décision démocratique, de la durabilité, de la transparence, de l'autonomie des femmes, de l'autogestion et de la distribution égalitaire des profits économiques

L'économie sociale est diverse et inclut de plus en plus la réinvention et le rétablissement du partage. Les technologies modernes, employées de façon appropriée, peuvent fournir des plateformes sans égal pour une économie plus inclusive, comme le réseau Freecycle et les logiciels open source. Les gouvernements devraient investir dans le partage d'infrastructures et de connaissances, en prévoyant le soutien et les réglementations nécessaires pour que le partage civique, communal et charitable bénéficie à tout le monde. Nous pouvons tirer des enseignements des 'villes du partage' comme Séoul et Amsterdam, où l'amélioration du partage est perçue comme un objectif politique majeur.[17]

Les organisations des Amis de la Terre du monde entier sont en train de soutenir des économies sociales ou de construire leurs propres coopératives. Des exemples : une coopérative d'énergie renouvelable en Corée, un réseau d'échange de semences en Uruguay, une campagne pour que les coopératives de crédit jouent un rôle plus important dans le secteur bancaire d'Écosse.

Les coopératives produisent et distribuent chaque jour des millions de biens et de services, qu'il s'agisse d'aliments, d'hôtels, d'usines ou de banques mutualistes. Au Québec, Canada, 10 % de toute l'activité économique proviennent de l'économie solidaire,[18] et au Brésil celle-ci a sorti des millions de personnes de la pauvreté.[19] Or, sans un soutien suffisant ces initiatives d'économie sociale se battent pour passer de petits projets individuels à des solutions transformatrices avec un large impact social. Nous devons accroître l'impact de l'économie sociale et solidaire en faisant en sorte qu'elle soit soutenue.

Des idées pour développer l'économie sociale et solidaire

1. Créer des cadres institutionnels et juridiques favorables.
2. Faciliter l'accès à du financement, en particulier pour les projets qui favorisent l'autonomie et les droits des femmes.
3. Inclure des dispositions pour un un traitement préférentiel dans les marchés publics.
4. Créer des services ou des ministères chargés de l'économie sociale et solidaire et/ou un organisme intergouvernemental.
5. Donner la priorité et encourager la participation à la construction collective de l'économie sociale solidaire au moyen des activités des organisations et mouvements sociaux.

Les coopératives sur la bonne voie
Les Amis de la Terre Australie

Créée en 1975, la coopérative alimentaire des Amis de la Terre Melbourne (Food Co-op) s'occupe de la durabilité au niveau fondamental : elle répond aux besoins élémentaires des gens de façon juste, abordable et bonne pour leur santé et pour celle de l'environnement. L'une des premières coopératives alimentaires d'Australie, elle a été l'une des pionnières de l'économie sociale et solidaire et a servi de modèle à imiter par d'autres.

La Food Co-op des Amis de la Terre est un marché éthique qui sert plus de 10 000 repas par an et vend des fruits, des légumes, des céréales et des produits de nettoyage écologiques. L'accent y est mis sur les produits naturels, biologiques et sans emballage, cultivés ou fabriqués de préférence par de petites entreprises et des producteurs de proximité. La Food Co-op est aussi un centre communautaire où, depuis plus de 40 ans, les gens se rassemblent pour collaborer et faire campagne sur des questions de justice environnementale et sociale. En 2014, elle reçut le prix de l'entreprise durable de la ville d'Yarra.

En 2012, le secteur à but non lucratif apporta 55 milliards AUD (40 milliards USD) à l'économie australienne, et le nombre des coopératives et des entreprises à but non lucratif continue d'augmenter. Cependant, pour que l'économie sociale et solidaire puisse avoir un impact vraiment transformateur, des politiques publiques qui encouragent, soutiennent et renforcent les coopératives s'avèrent nécessaires.

Soutenir les marchés locaux et le commerce équitable

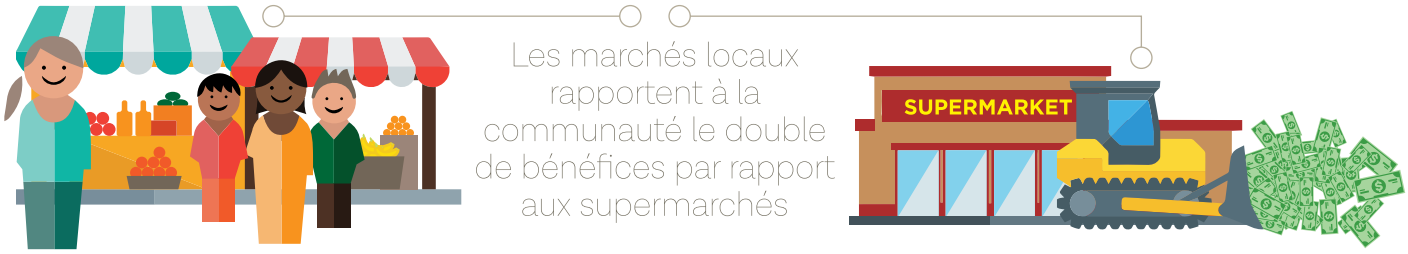
Les économies locales et régionales reliées entre elles par des rapports commerciaux équitables sont la base d'une société durable. Des mesures destinées à préserver et à renforcer les marchés de proximité sont fondamentales pour faire la transition vers un changement de système, car ces marchés offrent des possibilités importantes aux échanges communautaires équitables.

La promotion de la production locale et agroécologique d'aliments et d'autres articles élimine aussi le transport inutile et fortement polluant. Comparés aux sociétés transnationales, les acteurs communautaires et les entreprises locales réinvestissent une part beaucoup plus large de leurs recettes dans l'économie locale, ce qui se traduit par davantage d'emplois décents et par l'enrichissement de toute la communauté et non seulement de quelques investisseurs riches. Une étude de l'Université de Californie a constaté que, lorsque les gens achetaient les produits des agriculteurs locaux au lieu d'acheter dans les grands supermarchés, l'argent qui restait dans la communauté était le double.[20]

Beaucoup d'organisations des Amis de la Terre prennent une part active au soutien du développement des économies locales et de l'intégration régionale centrée sur les gens, surtout dans le domaine de l'agriculture et du commerce équitable. Les Amis de la Terre Argentine / Amigos de la Tierra Argentina est membre du Réseau de commerce juste du Littoral, qui comprend des marchés en plein air, des marchés de textiles et d'autres moyens d'échanger des produits et des services. Les Amis de la Terre Europe font campagne pour que la durabilité soit au centre de l'intégration européenne et ils sont en train de concevoir un 'scénario futur pour l'Union européenne' basé sur davantage de participation, de démocratie, de protection de l'environnement et de respect des droits de l'homme.[21]

Comparés aux multinationales, les entreprises et acteurs locaux redonnent une part beaucoup plus importante de leurs revenus à l'économie locale

Beaucoup de gouvernements reconnaissent déjà l'importance des économies locales et régionales. Par exemple, au Brésil, aux États-Unis et en France des programmes pour 'la ferme à l'école' donnent la priorité aux aliments cultivés localement au moment d'approvisionner les cantines scolaires. L'Indonésie comprend l'importance de soutenir les économies locales et, en 2017, elle a alloué à 74 910 villages un fonds de 60 billions de roupies (4,5 milliards USD), destiné à améliorer les équipements publics et à soutenir les entreprises appartenant aux villages (BUMD) pour que leurs habitants deviennent plus indépendants.[22] L'importance des économies ou locales a joué aussi un rôle primordial dans la philosophie politique de Gandhi, dans la création de monnaies locales et dans le mouvement pour les villes en transition.



Depuis près de trente ans les Amis de la Terre International et ses organisations membres font campagne contre le régime de commerce dominant qui entraîne un nivellement par le bas et exploite les gens et la planète.[23] Le commerce, échange de biens et de services, est un aspect fondamental des économies humaines. Mais ce n'est qu'un moyen, un outil dont il faudrait se servir avec soin pour améliorer le niveau de vie des personnes et contribuer à développer des sociétés durables. Il ne faut pas le considérer comme un processus universel, applicable à tous, mais comme une série d'échanges divers qui a le potentiel de favoriser la distribution équitable des produits, des compétences et de la créativité. Il fait partie de la vision d'un internationalisme progressif, où l'on 'pense globalement pour agir localement'.

Nous avons besoin d'un système de commerce fondé sur la coopération entre les peuples et non sur la concurrence, qui donne la priorité aux réseaux de commerce équitable et direct entre les producteurs et les consommateurs et aux échanges locaux et régionaux. Les politiques commerciales doivent permettre aux gouvernements de contrôler les exportations, les importations et les investissements pour créer des sociétés durables. Cela implique d'utiliser les réglementations, les tarifs douaniers et les contrôles pour réduire et interdire le commerce de produits et de pratiques nuisibles pour la société et l'environnement. Cela veut dire que les politiques commerciales doivent soutenir les économies locales, les emplois durables, un environnement sain, les droits humains, un système énergétique plus responsable et la souveraineté alimentaire.

Des idées pour soutenir les économies locales et le commerce équitable

1. Le but principal des politiques commerciales devrait être la réalisation de sociétés soutenables, en mettant fin aux accords de commerce qui conspirent contre cette vision ; les gouvernements devraient y introduire des 'clauses de suprématie' qui garantissent que les accords concernant les droits de l'homme et de l'environnement priment sur les accords commerciaux.
2. Les gouvernements se servent des politiques concernant les marchés publics et des programmes ad hoc pour soutenir les économies locales durables, et ils construisent l'infrastructure nécessaire pour faciliter l'accès aux marchés locaux des petits exploitants hommes et femmes.
3. Les organisations et les mouvements sociaux entreprennent et soutiennent vigoureusement des initiatives économiques locales et régionales qui contribuent à changer le système, en établissant des liens et en échangeant des compétences pour en accroître la portée.
4. Les gouvernements approuvent de nouvelles réglementations contraignantes, nationales, régionales et internationales, sur les droits de l'homme et l'environnement, applicables aux chaînes d'approvisionnement et aux produits importés, dont de nouvelles normes ou conditions pour leur entrée.
5. Les gouvernements appliquent des contrôles aux exportations et augmentent les tarifs douaniers sur les produits nuisibles comme les combustibles fossiles. Ceci peut impliquer, le cas échéant, de négocier des 'clauses de paix' ou des 'clauses d'exception' à l'OMC ou dans d'autres accords de commerce.

Les marchés de rue, fruits de la résistance
Les Amis de la Terre Brésil/ Núcleo Amigos da Terra

Depuis 2014, des marchés en plein air vendent directement, une fois par mois, les aliments sains produits par les agriculteurs des biomes de la Mata Atlántica et de la Pampa qui entourent Porto Alegre, dans le sud du Brésil. Des organisations d'agriculteurs, des villages indigènes, des communautés quilombolas et des mouvements urbains des municipalités d'Herval, Maquiné et Porto Alegre y participent. Cela rend possible le commerce de proximité et, en plus, 10 % des recettes sont mis de côté pour des projets sociopolitiques.

Ces marchés en plein air sont des espaces polyvalents qui défient la logique de la mondialisation. Ils sont fondés sur les principes du commerce équitable et sur l'élimination des intermédiaires, renforçant ainsi les liens entre les agriculteurs et les consommateurs. Le prix juste et la garantie d'obtenir des aliments sains et durables sont deux avantages importants. Les marchés en plein air sont aussi des lieux d'échange et de discussion pour les organisations sociales comme les Amis de la Terre Brésil, les associations d'agriculteurs, les consommateurs, les voisins et le public. Des garderies – dénommées 'cirandas' – installées dans ces marchés permettent aux femmes d'y participer en tant que producteurs et de jouer des rôles politiques dans les luttes de résistance..

Créer des économies au services de sociétés soutenables

Le système économique actuel compte sur le développement économique et la consommation croissante pour être stable, en dépit du fait que ce développement est en train d'aggraver les inégalités et de dépasser la capacité de régénération et d'absorption de polluants de l'environnement. La production et l'accumulation sont considérées comme des buts et non comme les moyens d'atteindre une fin : « Ainsi, on met la vie au service des objets fabriqués, au lieu de mettre ces objets au service de la vie ».[24]

Pour remplacer ce système économique par d'autres qui apportent à tous une prospérité authentique il faut mesurer autrement le bien-être et le progrès économique et remplacer par d'autres indicateurs que l'indicateur actuel, le produit intérieur brut (PIB). Comme l'affirme l'économiste Kate Raworth, « les économies actuelles créent des divisions et sont dégénératives par défaut, et doivent devenir distributives et régénératives à dessein ».[25] Les nouveaux indicateurs devront, par exemple, évaluer et rendre visibles les travaux domestiques, inclure la santé environnementale et tenir compte des inégalités. Le but principal de l'organisation économique devrait être de subvenir aux besoins des personnes et des communautés dans une planète finie.

Cela arrive déjà à certains endroits. Dans quelques pays d'Amérique latine la politique gouvernementale est orientée par la notion du 'Buen vivir'[26] ou 'bien vivre', et des discours transitionnels semblables apparaissent en Europe. L'Inde emploie le terme 'Ecological Swaraj'.[27] Il existe de nombreuses initiatives pour mettre en place des moyens techniques différents pour mesurer l'économie, comme les 'cinq indicateurs principaux de succès' au Royaume-Uni (travail décent, bien-être, environnement, équité et santé)[28], le 'bonheur intérieur brut' au Bhutan, et l'économie du 'doughnut',[29] qui considère l'économie au regard d'une société et des ressources de la planète. Ces approches ont pour but de créer une 'économie au service des buts', opposée à l'économie dont les instruments sont basés uniquement sur la marchandisation de la nature et de la vie.

Afin de construire une vision commune du changement, les Amis de la Terre International travaillent avec d'autres pour créer des sociétés soutenables, où les personnes et les communautés vivront en harmonie avec la nature et où leurs droits seront pleinement réalisés. Pour créer un tel avenir nous devons commencer par analyser, évaluer et mesurer les limites de la planète Terre. Cela permet d'établir les paramètres d'un changement de système qui respecte ces limites en matière d'eau, de climat et de biosphère. Une telle approche est tout à fait contraire aux tentatives des grandes entreprises de financiariser tous les aspects de la nature.[30] Elle implique de passer du système actuel, fondé sur une croissance économique et une hyperconsommation par certains groupes, à une distribution plus équitable des ressources.

De nombreuses organisations membres des Amis de la Terre sont en train de lutter pour construire une 'économie au service d'une société soutenable'. Parmi les exemples figurent les Amis de la Terre Mozambique /JA!, qui s'efforcent de créer un système de développement différent dans la Zone de conservation communautaire de Mabu, et le système des '4 empreintes' des Amis de la Terre Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord et des Amis de la Terre Europe (voir plus loin), qui mesure l'impact de la consommation d'un pays sur la terre, l'eau, le carbone et les matières, et ses effets sur le reste du monde.

Une économie au service d'une société soutenable doit valoriser et intégrer les activités de soins et celles relatives à la reproduction de la vie. Le PIB et les indicateurs du marché ne reconnaissent pas l'énorme volume de travail que représentent le travail domestique, les soins et les services communautaires, souvent et traditionnellement assurés par les femmes. Ces indicateurs économiques tendancieux renforcent la division genrée du travail propre au système capitaliste patriarcal, qui exploite le travail et le corps des femmes. La nouvelle économie doit s'attaquer à ce problème et le surmonter.

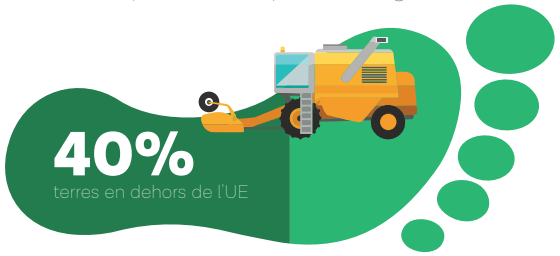
Une société durable doit être fondée sur une dynamique de production qui intègre pleinement les droits de ceux qui y participent. La notion de 'travail décent' implique un salaire convenable, une journée de travail limitée, le droit de se reposer et la liberté d'organiser et d'appartenir à un syndicat. D'après la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA) dans sa Plateforme pour le développement des Amériques (PLADA), « le droit à des emplois décents qui assurent l'égalité entre les sexes, les ethnies et les groupes d'âge, sans discrimination en raison d'un handicap, de l'orientation ou de l'identité sexuelle [...] est un des éléments clés pour venir à bout du système néolibéral ».

Bien d'autres domaines doivent être considérés et mesurés, comme l'éducation, la participation démocratique et la justice. Les mouvements sociaux vont continuer à travailler pour déterminer ensemble de nouveaux indicateurs et une définition commune des sociétés soutenables que nous voulons créer.

Des idées pour mettre en place une économie au service de sociétés soutenables

1. Les gouvernements doivent établir des politiques destinées à formaliser la collecte de nouvelles données et de nouveaux indicateurs d'ordre économique, social et environnemental, et prendre des mesures pour réduire l'importance du PIB. Cela comporte de créer de nouveaux services et postes destinés à l'élaboration de statistiques où figure la part des tâches (assurées par les femmes) concernant les soins.
2. Accorder la priorité à des processus de participation massive du public (dont les organisations et les mouvements sociaux) à la définition d'une 'économie au service d'une société soutenable' pour veiller à ce qu'elle réponde aux aspirations des gens.
3. Résister aux tentatives de financiarisation de la nature des grandes entreprises et du marché.
4. Les nouveaux indicateurs d'une 'économie au service d'une société soutenable' doivent être faciles à communiquer, de grande portée, mesurables et fiables.
5. Commencer à tester et à appliquer les nouveaux indicateurs et les nouvelles valeurs d'une 'économie au service d'une société soutenable' à l'échelon local et au niveau des villes.

106 millions d'hectares situés à l'extérieur de l'UE sont affectés à la consommation européenne de produits agricoles



L'empreinte écologique de l'UE

Quatre 'empreintes' pour mesurer la consommation

Les Amis de la Terre Europe et les Amis de la Terre Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord

Les Amis de la Terre Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord, en collaboration avec des universitaires, sont en train d'élaborer une méthode pour mesurer la consommation à partir de quatre indicateurs clés ou 'empreintes'. Cette démarche peut être appliquée à des produits, à des organisations ou même à des pays entiers. Les Amis de la Terre Europe font campagne pour que l'UE adopte ces indicateurs pour mesurer la consommation totale de ressources de l'Europe et qu'elle se fixe ensuite des objectifs de réduction de cette consommation.

Les Amis de la Terre Europe sont en train de collecter et de mesurer les données pertinentes et ont calculé que « l'empreinte terre » globale de l'UE (la superficie affectée aux produits agricoles) s'était élevée à 269 millions d'hectares en 2010, soit 43 % plus que la superficie totale de terres agricoles disponibles dans l'UE.[31]

L'empreinte terre est un moyen de mesurer la superficie totale des sols nécessaires à la production des biens et des services consommés par un pays ou une région. Pour faire ce calcul il faut suivre l'utilisation des terres d'un bout à l'autre des chaînes d'approvisionnement, de l'endroit où les matières premières sont produites à la consommation finale. Cette campagne vise à expliciter dans l'espace les impacts écologiques et sociaux relatifs à l'utilisation des sols et associés aux habitudes de consommation européennes. Pour cela, elle recourt à des cartes d'impact écologique et social qui montrent où ont lieu le déboisement, la pénurie d'eau et l'accaparement de terres. Cela permet de mieux comprendre la consommation européenne et de prendre des mesures pour en réduire l'impact.

Des normes contraignantes pour démanteler le pouvoir des grandes entreprises

La lutte pour mettre fin à l'impunité des entreprises multinationales qui dominent l'économie, violent les droits humains et détruisent l'environnement est cruciale pour parvenir à la justice économique.

Les violations des droits humains par les entreprises sont monnaie courante : les plantations de palmiers à huile privent les communautés indonésiennes de leurs foyers, une mine de charbon a tellement pollué une rivière colombienne que la population ne peut plus y pêcher, les torchères de gaz illégales dévastent des communautés nigérianes, et dans le monde entier plus de 50 millions d'hectares ont été accaparés par des multinationales au cours des dix dernières années.[32]

Les grandes entreprises font systématiquement passer leurs profits avant les peuples et la planète ; elles ne sont donc pas la solution. De nos jours, beaucoup de sociétés transnationales sont plus riches que les États qui essaient de les réglementer, et le respect de la législation internationale sur les droits de l'homme et l'environnement est purement volontaire. Ainsi, il est rare que les transnationales aient à répondre de leurs abus.

Beaucoup d'entreprises multinationales sont aujourd'hui plus riches et puissantes que les États qui essaient de les réglementer

C'est pourquoi les Amis de la Terre International luttent pour l'approbation d'un nouveau traité international contraignant qui contrôle les grandes entreprises, punisse celles qui commettent des crimes où que ce soit, et permette aux victimes d'avoir accès à la justice, de recevoir un dédommagement et d'obtenir la restitution de leurs moyens d'existence. Un groupe de travail intergouvernemental des Nations unies (IGWG) créé en 2014 est en train d'élaborer ce nouvel instrument juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme. Plus de 800 organisations, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Vatican et de nombreux gouvernements dont ceux d'Afrique du Sud, du Nigeria, d'Indonésie, d'El Salvador et de l'Équateur soutiennent le traité.

En même temps, les organisations membres des Amis de la Terre font campagne pour des normes contraignantes aux plans national et régional. Par exemple, après une décennie de lutte des mouvements sociaux et des Amis de la Terre El Salvador / CESTA, El Salvador a interdit l'extraction de métaux pour protéger le droit de la population à de l'eau propre. Les Amis de la Terre France ont lutté avec succès pour une nouvelle loi relative au devoir de vigilance, laquelle oblige les entreprises à mettre en œuvre des 'plans de vigilance' destinés à évaluer et à prévenir les effets négatifs de leurs activités dans le monde entier.

Trop souvent, les grandes entreprises dominent les espaces de décision tels que les réunions de l'ONU sur le traité, ou les influencent de manière inéquitable, de sorte que les politiques environnementales finissent par s'adapter à leurs propres intérêts. Il est donc indispensable d'établir des règles contraignantes pour mettre fin à cette mainmise des entreprises sur les négociations gouvernementales nationales et internationales.

En outre, les grandes entreprises privées dominent et financiarisent aussi l'économie, au détriment de la population et des entreprises à but non lucratif.[33] Pour l'éviter, les gouvernements doivent intervenir et briser les monopoles et les oligopoles nationaux, régionaux et mondiaux. La législation antitrust, qui existe déjà dans beaucoup de juridictions, est une solution mais les responsables de son application ont été remarquablement prudents au moment de s'en servir. Or, le morcellement des entreprises géantes aplanirait le terrain pour les petites entreprises, les coopératives et les entreprises nationales.[34]

Pour transformer l'économie il faut des normes juridiquement contraignantes sur les grandes entreprises.

Des idées pour démanteler le pouvoir des multinationales

1. Compléter, approuver et appliquer un traité contraignant des Nations Unies sur les entreprises multinationales et les droits humains, qui permette de faire porter aux entreprises la responsabilité de leurs crimes où qu'ils aient lieu.

2. Les gouvernements nationaux doivent réglementer formellement l'activité des entreprises en matière de droits de l'homme et d'environnement, y compris leurs activités extraterritoriales, de manière à ce qu'elles doivent répondre des activités qu'elles mènent à l'étranger.

3. Les gouvernements doivent se servir des lois antitrust existantes ou en approuver d'autres pour briser le monopole des grandes entreprises.

4. Les institutions gouvernementales et intergouvernementales comme celles des Nations unies doivent réduire l'influence que les entreprises ont sur elles, révéler toutes les relations qu'elles ont avec le secteur privé, réduire le rôle privilégié dont jouissent les 'groupes des entreprises et des industries' dans la formulation de politiques, et élaborer un code de conduite obligatoire pour les fonctionnaires et le secteur privé.

5. Mettre fin au financement des partis politiques et des institutions intergouvernementales par les entreprises.

Recourir à la justice pour que les entreprises répondent de leurs actes

Les Amis de la Terre Mozambique/JA

La mine de charbon Moatize de la société VALE porte atteinte aux communautés de la province de Tete depuis 2011 : ses opérations ont déplacé de force 1 365 familles et pollué directement le sol et les sources d'eau.[35] L'entreprise n'a pas tenu sa promesse de fournir aux personnes affectées des possibilités de réinstallation appropriées, et les petits exploitants n'ont pas pu cultiver leurs terres.

Les Amis de la Terre Mozambique sont en train de former des avocats et ils recourent à la justice pour essayer d'obliger la société minière à répondre de ses actes. Une plainte portée par l'association des briquetiers est restée bloquée au tribunal. Aucune décision n'a encore été prise au sujet de la situation précaire et urgente de ces communautés. En attendant, les activités de la mine peuvent continuer sans être dérangées, tandis que l'entreprise et la police répondent par la violence aux protestations de la population.

Les Amis de la Terre Mozambique sont en train de mener leur lutte pour la justice aux plans national, régional et international, parce qu'ils se rendent compte que le système juridique national ne peut pas, à lui seul, s'attaquer à l'impunité des sociétés multinationales et obtenir justice et réparation pour les victimes.

Références

1 Milman, O. (2015). Rate of environmental degradation puts life on Earth at risk, say scientists, Guardian, 15 January 2015, https://www.theguardian.com/environment/2015/jan/15/rate-of-environmental-degradation-puts-life-on-earth-at-risk-say-scientists
2 Hardoon D. (2015). An Economy for the 99%-Briefing paper, Oxfam International, January 2015. https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp-economy-for-99-percent-160117-en.pdf
3 UNDP (2015). UNDP support to the implementation of sustainable development goal 1 Poverty Reduction, United Nations Development Programme (UNDP), January 2015, page 3
4 FOE International (2014). System Change Guidelines, Friends of the Earth International, October 2015
5 WHO (2017). Drinking Water Factsheet, World Health Organisation, July 2017, http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs391/en
6 Hoel, A. (2014). Education in the Middle East and North Africa, World Bank, 27 January 2014, http://www.worldbank.org/en/region/mena/brief/education-in-mena
7 OCED Data (2015). General government spending, Organisation for Economic Co-operation Development (OCED), https://data.oecd.org/gga/general-government-spending.htm
8 A. Crivelli, R. de Mooij and M. Keen (2015). Base Erosion, Profit Shifting and Developing Countries, IMF Working Paper 15/118. https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15118.pdf
9 Hearps, P. (2016). An Energy Revolution is Possible: Tax Havens and Financing Climate Action, Friends of the Earth International, 2016. http://www.foei.org/wp-content/uploads/2016/09/foe-energy-revolution-full-reportNEWdraft2.pdf
10 Bond, P. (2002). New Internationalist, 'An Answer to Marketization', Multinational Monitor, July/Aug 2002
11 Kishimoto, S., Petitjean, O., Lobina, E. (eds.) (2015). Our Public Water Future: Global Experiences with Remunicipalisation. Amsterdam: Transnational Institute. https://www.tni.org/en/ publication/our-public-water-future
12 Radio Mundo Real (2014). Marcel Achkar (Uruguay Sustentable) y un balance de la situación de cuencas en Uruguay a una década de la Reforma Constitucional popular que quebró con las privatizaciones, Radio Mundo Real, 9 October 2014, http://www.redes.org.uy/2014/10/09/texto-y-contexto/
13 Achkar, M., Dominguez, A. and Pesce, F. (2012) "Cuenca del Río Santa Lucia – Uruguay. Aportes para la discusión ciudadana", Facultad de Ciencias- UdelaR, REDES-AT, Programa Uruguay Sustentable, 2012
14 Dave Grace & Associates (2014). Measuring the Size and Scope of the Cooperative Economy, UN Department of Economic and Social Affairs, page 1, http://www.un.org/esa/socdev/documents/2014/coopsegm/grace.pdf
15 Vieta, M. (2014). Social and Solidarity Economy: Towards Inclusive and Sustainable Development, International Training Centre-International Labour Organisation, 2014, page 1, http://www.ciriec.ulg.ac.be/wp-content/uploads/2016/01/Reader-SSEA2014-2.pdf
16 GRANECO (2012). Testimony of Uruguayan cooperative, Granelera Ecológica Cooperativa (GRANECO), available at http://graneco.com.uy/nosotros.html
17 Agyeman, McLaren et Schaefer-Borrego (2013). Sharing Cities-Briefing, Friends of the Earth England, Wales and Northern Island, September 2013, https://www.foe.co.uk/sites/default/files/downloads/agyeman_sharing_cities.pdf
18 Walljasper, J. (2017). What Quebec Can Teach Us About Creating a More Equitable Economy, Shareables, 11 April 2017, https://www.resilience.org/stories/2017-04-12/quebec-can-teach-us-creating-equitable-economy/
19 Lopes, A M. (2014). Solidarity-Based Economy and Social Inclusion: Unisol Brazil, a New Kind of Brazilian Cooperatives, International Training Centre- International Labour Organisation, 2014, page 44, http://www.ciriec.ulg.ac.be/wp-content/uploads/2016/01/Reader-SSEA2014-2.pdf
20 Hardesty, S. et all (2016). Economic Impact of Local Food Producers in the Sacramento Region, University of California, UCDAVIS, UCCE, September 2016, page 1 http://sfp.ucdavis.edu/files/238053.pdf
21 FoE Europe & SDG Watch (2017). Scenario 6: Sustainable Europe for its Citizens, FoE Europe, SDG Watch et 256 organisations, June 2017, http://www.ifoam-eu.org/sites/default/files/ngo_policy_6th_scenario_position_20170620.pdf
22 Jakarta Post (2017). Village economy grows by 12 percent: Minister, Jakarta Post, 26 January 2017, http://www.thejakartapost.com/news/2017/01/26/village-economy-grows-by-12-percent-minister.html
23 FOE International (2016). Friends of the Earth International positions on key trade and investment issues march, FOEI, March 2016, http://www.foei.org/wp-content/uploads/2016/05/foe-trade-doc.pdf
24 Ekins P., & Max-Neef (2006). Real Life Economics: Understanding Wealth Creation, Routledge, 2006, page 203
25 Raworth, K. (2017). Doughnut Economics: Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist, Business Books, 2017
26 Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo (2013). Plan Nacional de Buen Vivir 201-17, Gobierno nationcal de la Republica Ecuador, 2013, http://www.buenvivir.gob.ec
27 Kotharia, Demaria & Acosta, A. (2014). Buen Vivir, Degrowth and Ecological Swaraj: Alternatives to sustainable development and the Green Economy, Society for International Development, 2014
28 Jeffrey, K.& Michaelson, J. (2015). Five headline indicators of national success A clearer picture of how the UK is performing, New Economics Foundation, 2015, http://b.3cdn.net/nefoundation/1ff58cfc7d3f4b3fad_o4m6ynyiz.pdf
29 Raworth, K. (2017). Doughnut Economics: Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist, Business Books, 2017
30 Kil, J. (2014). Financialization of Nature, Friends of the Earth International, 2014, http://www.foei.org/wp-content/uploads/2015/10/Financialization-of-Nature-brochure-English.pdf
31 Schutter, L & Lutter S. (2016). The True Cost of Consumption: EU Landfootprint, Friends of the Earth Europe, July 2016, https://www.foeeurope.org/sites/default/files/resource_use/2016/foee-true-cost-consumption-land-footprint.pdf
32 New Internationalist (2013). Land grabbing — the facts, New Internationalist, 13 March 2013, https://newint.org/features/2013/05/01/land-grabs-the-facts-infographic
33 Thomson, F. & Dutta, S. (2015). Financialization – A primer, Transnational Institute, October 2015, https://www.tni.org/files/publication-downloads/primer_financialisation-01-16.pdf
34 FOE England, Wales & Northern Island (2017). 30 big ideas to change the world, FOE England, Wales & Northern Island, February 2017, https://www.foe.co.uk/sites/default/files/downloads/30-big-ideas-change-world-102987.pdf
35 FoE International (2016). Rules for Business — Rights for People — Africa, Friends of the Earth International, http://www.foei.org/wp-content/uploads/2012/01/Vale-Case-for-web-English.pdf